

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2955

22 novembre 2013

SOMMAIRE

Adecco Luxembourg S.A.	141794	FN Hermes S.A.	141800
Aircraft Solutions Lux I S.à r.l.	141794	Foncière Magellan S.A.	141800
Aircraft Solutions Lux VI S.à r.l.	141795	Four Investment S.A.	141800
Ajilon Luxembourg S.A.	141795	Free Lens Sat	141803
Alea lacta Est (Lux) B.V.	141795	Free Lens Television	141803
Alesya S.à r.l.	141794	Free Record Shop Luxembourg S.à r.l. ..	141799
AlphaOne TSA Energy S.C.A.	141822	Fribeck Maison Plus S.A.	141803
Chrisco S.A.	141797	FRI Managers Fund S.à r.l.	141803
Citimed MA Sedan S.à r.l.	141796	Fusion-io Holdings S.à r.l.	141799
Citimed N-Plärrer S.à r.l.	141796	Gallic Lux 1	141802
CM-Immobilière S.à r.l.	141798	Gallic Lux 2	141802
Codisco Investments Sarl	141795	Garage Bob Mayer S.à r.l.	141802
Compagnie des Arts et Antiquités S.à r.l.	141798	Gilgamesh Investments S.A.	141802
Co-Operation HJ S.A.	141796	Global Investments S.A.	141801
Credit Suisse International Finance (Lu- xembourg) S.A.	141840	Global Investments S.A.	141801
DB Corporate Finance Holding	141797	G Pioneer Holdco II S.à r.l.	141805
Déco-Jardin s.à r.l.	141797	Grand City Properties S.A.	141802
Den Daachatelier S.à r.l.	141797	GSCP VI AA One Holding S.à r.l.	141800
Diamond Consulting S.A. (House of Dia- monds)	141798	GSCP VI AA One Parallel Holding S.à r.l.	141801
Discovery Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	141796	GS Holding S. à r.l.	141801
Ecogarden OG	141799	GT Holding SA	141801
Ecolab lux 7 S.à r.l.	141798	Headbird S.A.	141804
European Value Partners SICAV-SIF ...	141797	Invitation Immobilière S.à r.l.	141814
Exige S.à r.l.	141799	JER Eagle S.à r.l.	141817
FB Holding S.A.	141804	LD Export S.à r.l.	141819
FBL S.A.	141804	Maitland Luxembourg S.A.	141803
Fedup S.à r.l.	141798	Mansfeld Investment S.A.	141840
Fedup S.à r.l.	141804	Neptune International Investment Funds (SICAV)	141839
F.G.G. S.A.	141804	New Lanchester S.à r.l.	141838
First Industrial S.A.	141800	R.T. Lux S.à r.l.	141836

Adecco Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 5, Zone d'activités industrielles Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 34.858.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Adecco
5, ZAI Bourmicht
L-8070 BERTRANGE
Ponce Fabrice

Référence de publication: 2013146472/13.

(130178942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Aircraft Solutions Lux I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 139.468.

En date du 4 Septembre 2013, trois associés de la Société ont changé de nom.

TPG Credit Opportunities Fund, L.P. est devenu: TCO Fund, L.P.

TPG Credit Strategies Fund, L.P. est devenu: Castlake I, L.P.

TPG Credit Opportunities Investors, L.P. est devenu: TCO Investors, L.P.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Octobre 2013.

Pour la Société

Pedro Fernandes das Neves

Gérant

Référence de publication: 2013146449/17.

(130178875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Alesya S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1839 Luxembourg, 4, rue Joseph Junck.
R.C.S. Luxembourg B 140.197.

Extrait de la décision des associés

Conformément à la cession de parts sociales du 15 octobre 2013,

- Madame Angela Domenica PANZONE, demeurant à L-1839 Luxembourg; 24 rue Joseph Junck a vendu 90 parts sociales détenues de la société ALESYA Sàrl à la société VDT Investment S.A., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sousle numéro B141.227 avec siège social à L-2561 Luxembourg; 11 rue de Strasbourg ici représentée par l'administrateur-délégué Erik DE TOFFOL.

- Madame Alesya GRICHKO, demeurant à L-1133 Luxembourg; 21 rue des Ardenes a vendu 10 parts sociales détenues de la société ALESYA Sàrl à la société VDT Investment S.A., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sousle numéro B141.227 avec siège social à L-2561 Luxembourg; 11 rue de Strasbourg ici représentée par l'administrateur-délégué Erik DE TOFFOL.

Il a été décidé d'accepter et approuver le nouvel associé, la société VDT Investment S.A. et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

ALESYA SARL

Représenté par Hervé LEMARQUIS / Volha ANDREYEVA

Gérant / Gérante

Référence de publication: 2013146455/24.

(130179178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Aircraft Solutions Lux VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 156.518.

En date du 4 Septembre 2013, les trois associés de la Société ont changé de nom.

TPG Credit Strategies Fund, L.P. est devenu: Castl lake I, L.P.

Airline Credit Opportunities II, L.P. est devenu: Castl lake Aviation II, L.P.

ACO II Opportunities, LLC est devenu: Castl lake Aviation II Opportunities, LLC

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 Octobre 2013.

Pour la Société

Pedro Fernandes das Neves

Gérant

Référence de publication: 2013146450/17.

(130178870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Ajilon Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 43-49, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 48.570.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146477/10.

(130178941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Alea lacta Est (Lux) B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 70.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 85.762.

EXTRAIT

En date du 11 octobre 2013, l'assemblée générale des associés de la société a pris les résolutions suivantes:

- Walter Van Cauwenberge, ayant son adresse professionnelle au 120 Chaussée de la Hulpe, B-1000 Bruxelles, Belgique, est nommé gérant de la société avec effet immédiat et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146479/14.

(130179360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Codisco Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 96.113.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Codisco Investments S.à r.l.

Pedro Martin Molina Reyes

Gérant

Référence de publication: 2013146587/13.

(130179343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Citimed MA Sedan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8390 Nospelt, 3, rue Leck.

R.C.S. Luxembourg B 133.811.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 17 octobre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-commissaire en son rapport oral, le Liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée CITIMED MA SEDAN S.à r.l., avec siège social à L-8390 Nospelt, 3, rue Leck, de fait inconnue à cette adresse, inscrite auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133811, ordonnées par jugement du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, du 8 décembre 2011.

Pour extrait conforme

Christian Steinmetz

Le liquidateur

Référence de publication: 2013146579/17.

(130179502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Citimed N-Plärrer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8390 Nospelt, 3, rue Leck.

R.C.S. Luxembourg B 133.812.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 17 octobre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le Juge-commissaire en son rapport oral, le Liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société à responsabilité limitée CITIMED N-PLÄRRER S.à r.l., avec siège social à L-8390 Nospelt, 3, rue Leck, de fait inconnue à cette adresse, inscrite auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133812, ordonnées par jugement du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, du 8 décembre 2011.

Pour extrait conforme

Christian Steinmetz

Le liquidateur

Référence de publication: 2013146581/17.

(130179503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Co-Operation HJ S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 79.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Natacha Hainaux.

Référence de publication: 2013146586/10.

(130179723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Discovery Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.767.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146636/10.

(130179483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

DB Corporate Finance Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 160.729.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DB Corporate Finance Holding

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013146643/11.

(130179318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Déco-Jardin s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7759 Roost, 10, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 49.244.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013146645/10.

(130178968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Den Daachatelier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9807 Hosingen, 42, Kraeizgaass.

R.C.S. Luxembourg B 97.148.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146646/10.

(130179609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Chrisco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 161.887.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013146607/12.

(130179286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

European Value Partners SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.395.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2013146672/11.

(130179732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Ecolab lux 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 62.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la liberté.
R.C.S. Luxembourg B 171.512.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2013146671/12.

(130178925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Compagnie des Arts et Antiquités S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 32, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 84.965.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146616/10.

(130179369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

CM-Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3931 Mondercange, 19, op Feileschter.
R.C.S. Luxembourg B 69.463.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Steinfort, le 18 octobre 2013.

Pour CM-Immobilière S.à r.l.
World Hopper S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2013146611/13.

(130179157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Diamond Consulting S.A. (House of Diamonds), Société Anonyme.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 89.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

12, RUE DE BITBOURG L-1273 LUXEMBOURG

Référence de publication: 2013146661/10.

(130179532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Fedup S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 15, rue Würrh Paquet.
R.C.S. Luxembourg B 96.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146712/9.

(130179539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Exige S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5860 Hesperange, 51, rue Camille Mersch.
R.C.S. Luxembourg B 132.120.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146696/9.

(130179170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Ecogarden OG, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 63, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 126.961.

Le Bilan au 31 Décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ECOGARDEN OG Sarl

Référence de publication: 2013146678/10.

(130179174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Fusion-io Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 170.674.

EXTRAIT

Suite à un déménagement,

- Monsieur Christophe Gaul, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 3 avril 1977 à Messancy (Belgique), demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

- Madame Constance Collette, gérant de catégorie B de la société susmentionnée, né le 21 juin 1976 à Luxembourg, demeure désormais professionnellement à l'adresse suivante: 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013146705/17.

(130179722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Free Record Shop Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette, 14, rue de l'Alzette.
R.C.S. Luxembourg B 56.432.

Il résulte des résolutions écrites de l'associé unique de la Société en date du 18 octobre 2013 que Monsieur Johannes Arie Breukhoven a démissionné de sa position de gérant de la Société avec effet au 17 octobre 2013.

Il est décidé de nommer, en remplacement de Monsieur Johannes Arie Breukhoven, Fresh Entertainment Holding B.V., une société dûment constituée en vertu des lois des Pays-Bas, ayant son siège social à NL-1406 NW Bussum (Pays-Bas), 6, Franse Kampweg, immatriculée auprès du Kamer van koophandel (Chambre de Commerce) de Gooi, Eem-en Flevoland, Pays-Bas, sous le numéro 57767092, comme gérant unique de la Société avec effet au 17 octobre 2013 pour une durée indéterminée.

Le 21 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013146733/18.

(130179446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

First Industrial S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 10, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 13.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146724/9.

(130179484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

FN Hermes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 61, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 92.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146727/10.

(130179305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Foncière Magellan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4735 Pétange, 81, rue J.B. Gillardin.
R.C.S. Luxembourg B 145.963.

Le Bilan abrégé au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21/10/2013.

Référence de publication: 2013146728/10.

(130179573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Four Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 65.707.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

FOUR INVESTMENT S.A.

Référence de publication: 2013146730/11.

(130179364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

GSCP VI AA One Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.341.967,20.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 132.125.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 juillet 2007, acte publié
au Mémorial C no 2460

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSCP VI AA One Holding S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013146761/14.

(130179746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

GSCP VI AA One Parallel Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 210.494,40.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 133.062.

Constituée par devant Me Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 juillet 2007, acte publié au Mémorial C no 2731

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GSCP VI AA One Parallel Holding S.à r.l.

Marielle Stijger

Gérant

Référence de publication: 2013146762/14.

(130179745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

GS Holding S. à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 136.750.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146760/9.

(130179391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Global Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 8, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 67.923.

Rectificatif Réf L130136133

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Octobre 2013.

Natacha Hainaux.

Référence de publication: 2013146758/11.

(130179474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Global Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 8, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 67.923.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Octobre 2013.

Natacha Hainaux.

Référence de publication: 2013146757/10.

(130179473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

GT Holding SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 89.793.

Les comptes annuels au 31 août 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146763/10.

(130178905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Garage Bob Mayer S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7759 Roost, 8, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 29.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 18/10/2013.

Référence de publication: 2013146749/10.

(130178969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Grand City Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.
R.C.S. Luxembourg B 165.560.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 21 octobre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013146748/11.

(130179740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Gallic Lux 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 166.852.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146741/10.

(130179462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Gallic Lux 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 166.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146740/10.

(130179153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Gilgamesh Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 134.378.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 (version abrégée) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013146755/13.

(130179038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Fribeck Maison Plus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remich, 1, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 96.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146735/9.

(130178989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

FRI Managers Fund S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 138.925.

Veillez prendre note que la société anonyme Intertrust (Luxembourg) S.A., R.C.S. Luxembourg B 5524, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a dénoncé le siège social établi dans ses locaux de la société à responsabilité limitée FRI Managers Fund S.à.r.l., R.C.S. Luxembourg B 138925.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour avis sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013146734/12.

(130178979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Free Lens Television, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1867 Howald, 27, rue Ferdinand Kuhn.

R.C.S. Luxembourg B 65.233.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146732/10.

(130179637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Free Lens Sat, Société Anonyme.

Siège social: L-1867 Luxembourg, 27, rue Ferdinand Kuhn.

R.C.S. Luxembourg B 143.746.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013146731/10.

(130179638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Maitland Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 13.583.

Les comptes annuels de la société au 30 avril 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013146873/13.

(130179590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Fedup S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 15, rue Würrth Paquet.
R.C.S. Luxembourg B 96.762.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013146715/9.

(130179542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

FBLS S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 168.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013146709/10.

(130179165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

FB Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 47.424.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7/10/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013146708/10.

(130179240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

F.G.G. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 61.994.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

F.G.G. S.A.

Référence de publication: 2013146697/11.

(130179569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Headbird S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.
R.C.S. Luxembourg B 157.508.

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 octobre 2013

Messieurs Jozef Adriaens, Jan Janssens, Kristof Wuytack et Alexis Vermast sont renommés administrateurs.

Madame Marie-Reine Bernard est renommée commissaire aux comptes.

Tous les mandats viendront à échéance à l'assemblée générale statutaire de 2014.

CERTIFIE CONFORME

K. Wuytack / J. Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013146768/14.

(130179384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

G Pioneer Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 180.779.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of September.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Garrison Pioneer Holdco II LLC., a limited liability company existing under the laws of the United States, registered within the State of Delaware, Corporate Division, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States, here represented by Mr. Juan Alvarez Hernandez, employee, whose professional address is at 6D, EBBC, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a power of attorney given under private seal; and

The power of attorney, after signature ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to this deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name.

The name of the company is "G Pioneer Holdco II S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in the city of Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Niederanven by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), represented by two million (2,000,000) shares in registered form, with a par value of one cent US Dollar (USD 0.01) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one manager or a board of managers which may be composed of one (1) or several class A manager(s) and one (1) or several class B manager(s) (the Board). The managers are appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers.

If several managers are appointed, they constitute the Board.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented and if class A manager(s) and class B manager(s) have been appointed, the Board may only validly deliberate and act if at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented provided that if class A manager(s) and class B manager(s) have been appointed any resolution shall not validly be passed unless it is approved by at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two(2) managers or if class A manager(s) and class B manager(s) have been appointed, by the joint signatures of at least one (1) class A manager and at least one (1) class B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. External Auditors (réviseurs d'entreprises).

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).

14.2. The shareholders appoint the external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and

(v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2013.

Subscription and Payment

Garrison Pioneer Holdco II LLC., represented as stated above, declares to subscribe two million (2,000,000) shares in registered form, with a par value of one cent US Dollar (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) to be allocated to the share capital account of the Company.

The amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand Euro (EUR 1,000.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

as class A managers:

- GSH Lux Director LLC., a limited liability company existing under the laws of the United States, registered within the State of Delaware, Corporate Division, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, United States of America.

as class B managers:

- Mr Ronan Carroll, employee, born on November 11, 1971, in Dublin, Ireland, with professional address at 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Mr Juan Alvarez Hernandez, employee, born on October 11, 1983, in Madrid, Spain, with professional address at 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. The registered office of the Company is set at 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, this person, signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le trente du mois de septembre,

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Garrison Pioneer Holdco II LLC., une société à responsabilité limitée de droit américaine (Delaware, Etats-Unis), dont le siège social est situé à Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etat-Unis, représenté par Monsieur Juan Alvarez Hernandez, salarié, résidant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 6D, EBBC, route de Trèves, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination.

Le nom de la société est "G Pioneer Holdco II S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune de Niederanven par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit

du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, agissant selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille US Dollar (USD 20.000,-), représenté par deux millions (2.000.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un cent US Dollar (USD 0,01) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1. La Société est gérée par un gérant ou un conseil de gérance qui peut être composé d'un (1) ou plusieurs gérants de catégorie A et un (1) ou plusieurs gérants de catégorie B (le Conseil). Les gérants sont nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment, avec ou sans raison, par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le Conseil.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de 2 gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si une majorité de ses membres sont présents ou représentés et, si un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B ont été nommés, le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si au moins un (1) gérant de catégorie A et au moins un (1) gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à condition que, si un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B ont été nommés, toute décision ne sera valablement adoptée à moins qu'elle soit approuvée par au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou, si un ou plusieurs gérants de catégorie A et un ou plusieurs gérants de catégorie B ont été nommés, par la signature conjointe d'au moins un (1) gérant de catégorie A et au moins un (1) gérant de catégorie B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes les personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société;

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Garrison Pioneer Holdco II LLC., représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à deux millions (2.000.000) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un cent US Dollar (USD 0,01) chacune, et les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de vingt mille US Dollar (USD 20.000,-) qui sera affecté au compte capital social de la Société.

Le montant de vingt mille US Dollar (USD 20.000,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée:

En tant que gérants de catégorie A:

- GSH Lux Director LLC., une société à responsabilité limitée, avec siège sociale à Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, Etats-Unis.

En tant que gérants de catégorie B:

- M. Ronan Carroll, salarié, né le 11 novembre 1971 à Dublin, Irlande, dont la résidence professionnelle est située au 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Juan Alvarez Hernandez, salarié, né le 11 octobre 1983 à Madrid, Espagne, dont la résidence professionnelle est située au 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg;

2. Le siège social de la Société est établi au 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ce mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Alvarez Hernandez, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 01 octobre 2013. Relation: LAC/2013/44470. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 9 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143459/501.

(130175454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

Invitation Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 23, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 180.750.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le treize septembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A comparu:

Monsieur Yoann Swiedziol, né le 29 Janvier 1982, à Lyon 9^{ème} arrondissement, demeurant à 23 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes:

Titre 1^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les dispositions légales en vigueur et notamment celles de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir et détenir des actions, parts de capital, parts obligataires, titres obligataires, obligations bancaires, obligations, certificats d'option, options et titres émis ou garantis par toute société, collectivité ou autorité publique dans toute partie du monde, d'acquérir ces actions, parts de capital, parts obligataires, titres obligataires, obligations bancaires, obligations, certificats d'option, options et titres par voie de souscription, achat, échange, souscription ou autrement, qu'ils soient entièrement libérés ou non, et sous réserve de telles modalités et conditions (s'il y en a) d'exercer et faire valoir chaque droit et pouvoir conférés par ou inhérents à la propriété de chaque investissement de la société, y compris la gestion, le contrôle et le développement du portefeuille.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut emprunter et lever des capitaux avec ou sans sûreté de la manière que le conseil de gérance jugera appropriée, investir et négocier avec les capitaux de la société qui ne sont pas immédiatement requis pour les besoins de ses affaires, aux investissements, emprunts ou portefeuilles titres et d'une façon qui peut être déterminé de temps en temps et de détenir ou autrement négocier les investissements effectués.

La société peut également s'engager dans toute autre activité qui, du point de vue du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, est en relation avec ou accessoire à une activité quelconque de la société ou dont il est estimé qu'il augmente la valeur ou rend plus profitable une propriété ou un droit de la société - soit directement ou indirectement - ou qu'il fasse progresser l'intérêt de la société et de ses actionnaires. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

La société peut acheter, prendre en location, échanger, louer ou autrement acquérir tout bien immobilier ou mobilier et tout droit ou privilège sur ou eu égard celui-ci.

La société peut entreprendre tout ou partie des actions décrites dans tout paragraphe de cet Article 2 (i) dans toute partie du monde; (ii) en tant que mandant, mandataire, contractant, fiduciaire ou autrement; (c) par voie ou à travers de fiduciaires, mandataires, sous-contractants ou autres; et (d) seule ou avec d'autres personnes;

À CONDITION TOUJOURS que la Société n'entre pas dans toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans autorisation de droit en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «Invitation Immobilière S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé ou, en cas de pluralité d'associés, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12,500.- (douze mille cinq cents euros) représenté par 125 (cent vingt cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euro) chacune.

En plus du capital social et dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié dans les conditions prévues par l'article 184 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Titre II. Administration

Art. 10. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révoqués ad nutum par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée des associés, qui fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes et opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

La Société est engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a désigné différentes classes de Gérants (à savoir des Gérants de classe A et des Gérants de classe B) la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un Gérant de classe A et d'un Gérant de classe B.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision

pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé. Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion des gérants en désignant par écrit, par lettre ou par câble, télégramme, télécopie ou email un autre gérant comme son mandataire.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et produira les mêmes effets que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 11. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Titre III. Assemblée Générale

Art. 12. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

Dans le cas d'une pluralité d'associé, chacun d'entre eux peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine visé à l'article 12 alinéa 1^{er} sont inscrites dans un procès-verbal ou établies par écrit et tenues au siège social de la société.

Dans le cas d'une pluralité d'associé, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ou la liquidation de la société ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre IV. Année sociale

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes de la société sont arrêtés et le (ou les) gérant(s) dresse(nt) les comptes sociaux, comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Après dotation de la réserve légale, le solde des bénéfices nets est à la libre disposition de l'associé ou, en cas de pluralité d'associés, de l'assemblée des associés.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Titre V. Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Art. 19. En cas de pluralité d'associés, la société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou déconfiture d'un associé.

Art. 20. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Titre VI. Dispositions Générales

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

141817

Disposition transitoire.

Le premier exercice commence le jour de la constitution et finit le trente et un décembre deux mille quatorze.

Souscription et Libération.

Les 125 (cent vingt cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euro) sont souscrites par l'associé unique comme suit:

Monsieur Yoann Swiedziol, 125 (cent vingt cinq) parts sociales

Les parts ainsi souscrites ont été entièrement libérées par un apport en espèces de EUR 12,500.- (douze mille cinq cents euros), qui se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué approximativement à la somme de neuf cent Euros (900,-€)

Décisions de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1) Est nommé gérant pour une durée indéterminée: Monsieur Yoann Swiedziol, né le 29 Janvier 1982, à Lyon 9^{ème} arrondissement, demeurant à 23 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

2) Le siège social de la société est fixé à 23 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, constate par le présent acte qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en français.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Swiedziol, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 septembre 2013. Relation: EAC/2013/11963. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013143523/164.

(130174907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

JER Eagle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.407.

In the year two thousand and thirteen on the twenty-third day of September,

Before Maître Paul DECKER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

"JER EUROPE FUND III HOLDINGS S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 115.656,

here represented by Mr. Martin ECKEL, residing professionally in Luxembourg and authorised to bind "JER Europe Fund III Holdings S.à r.l." by his sole signature according to article 10 of its articles of incorporation,

The appearing party, represented aforesaid, has requested the undersigned notary to record the following:

I. The appearing party is the sole shareholder (the Sole Shareholder) of "JER Eagle S.à r.l.", having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on February 20th, 2007 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Number 943 on 22 May 2007,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, Section B, under the number B 125.407 (the Company).

II. That the 500 (five hundred) shares with a par value of EUR 25.- (twenty five euro) each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced;

III. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

141818

Agenda:

1. Decision to dissolve and to put the Company into voluntary ordinary liquidation.
2. Nomination of a liquidator and determination of his powers.
3. Acceptation of the resignation of the sole manager of the Company and granting of full discharge to him until today.
- IV. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder decides to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation, effective on the date of this meeting.

Second resolution:

The Sole Shareholder appoints Mr. Martin ECKEL born on August 18th, 1979 in Bad Homburg, Germany, residing professionally at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg to assume the role of liquidator of the Company (the "Liquidator").

The Liquidator shall have the broadest powers as set out in articles 144 and following of the co-ordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law"). He can also accomplish all deeds foreseen in article 145 of the Law without the prior authorisation of the shareholder's meeting in the cases where it is required.

The Liquidator is dispensed from keeping an inventory and can refer to the accounts of the Company.

He can, under his own responsibility, and for special and defined operations delegate to one or several proxies parts of his powers which he will define and for the duration fixed by him.

When the liquidation is complete, the Liquidator shall make a report to the general meeting of the shareholders, in accordance with article 151 of the Law.

Third resolution:

The Sole Shareholder accepts the resignation of the sole manager and grants full discharge to him for the accomplishment of his functions to this day.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Expenses

All the expenses and remunerations which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately eight hundred sixty eight euro (EUR 868.-).

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-trois septembre,

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

«JER EUROPE FUND III HOLDINGS S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 115.656,

ici représentée par Monsieur Martin ECKEL, demeurant professionnellement à Luxembourg, et autorisé à engager «JER Europe Fund III Holdings S.à r.l.» avec sa seule signature conformément à l'article 10 de ses statuts de constitution.

La comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. La comparante est l'associée unique (l'Associée Unique) de «JER Eagle S.à r.l.» ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 février 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 943 le 22 mai 2007,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 125.407 (la Société).

II. Que les 500 (cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, représentant l'entière du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée qui est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer sur les points de l'agenda reproduit ci-dessus.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de dissoudre et de mettre en liquidation volontaire la Société.
2. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs.
3. Accepter la démission du gérant unique de la Société et lui donner pleine et entière décharge jusqu'à ce jour.
4. Divers

Première résolution:

L'Associée Unique décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation, avec effet à ce jour.

Deuxième résolution:

L'Associée Unique décide de nommer Mr. Martin ECKEL, né le 18 août 1979 à Bad Homburg, Allemagne, demeurant professionnellement à 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, aux fonctions de liquidateur (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

Le Liquidateur préparera un rapport au terme de sa mission à l'assemblée générale conformément à l'article 151 de la Loi.

Troisième résolution:

L'Associée Unique accepte la démission du gérant unique et lui donne pleine et entière décharge pour l'accomplissement de ses fonctions jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement huit cent soixante-huit euros (868,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise constate que sur demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparantes, connus du notaire instrumentant, par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M.ECKEL, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24/09/2013. Relation: LAC/2013/43341. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 14/10/2013.

Référence de publication: 2013143555/115.

(130175386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

LD Export S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 2, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 180.785.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le troisième jour du mois d'octobre.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1.- Monsieur François-Xavier DEPIREUX, salarié, né le 14 juin 1981 à Verviers, demeurant à B-4140 Sprimont, 1, Rue du suffrage universel;

2.- Madame Laetitia POTI, salariée, née le 30 janvier 1977 à Liège, demeurant à B-4140 Sprimont, 1, Rue du suffrage universel.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "LD EXPORT S.à r.l."

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

Il pourra être transféré en tout autre endroit dans le Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet le conseil en développement d'affaires à l'international ainsi que l'offre de services de conseil dans le domaine du commerce extérieur, de réaliser des études de marchés, d'assister les entreprises dans leurs démarches administratives et commerciales à l'étranger, ainsi que d'importer et d'exporter tout type de bien et produit.

La société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tout transfert de propriété immobilière ou mobilière.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, entièrement libérées.

Art. 6. Les parts sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de transmission pour cause de mort, ainsi que pour l'évaluation des parts en cas de cessions, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, est applicable.

En cas de cession des parts, les autres associés ont un droit de préemption.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 8. Les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

En cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance est composé d'au moins un gérant A et un gérant B.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par les associés ou l'assemblée générale des associés, le cas échéant, qui fixera la durée de leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par l'associé unique ou les associés, le cas échéant.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, dans le cas de plusieurs gérants, par la signature individuelle d'un gérant A, par la signature conjointe d'un gérant A et d'un gérant B, ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué dans les limites du mandat.

Art. 10. En cas de plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi les gérants A un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, y compris au moins un gérant A, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance seront tenues au siège social de la Société, sauf si un autre endroit est indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucune convocation ne sera nécessaire si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil de gérance ou au cas où des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée, y compris au moins un gérant A, à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises avec une majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment autorisé à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 12. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 19. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 20. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, les comparants ont souscrit à l'intégralité du capital comme suit:

1.- François-Xavier DEPIREUX, prénommé,	
Vingt-cinq parts sociales	25
2.- Laetitia POTI, prénommée,	
Soixante-quinze parts sociales	75
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Estimation des Frais

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunérations sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, et à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

Est nommé gérant de catégorie A de la Société pour une durée indéterminée Monsieur François-Xavier DEPIREUX, prénommé.

Est nommée gérante de catégorie B de la Société pour une durée indéterminée Madame Laetitia POTI, prénommée;

Est nommé président de la Société Monsieur François-Xavier DEPIREUX, prénommé.

2.- Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante:

L-8080 Bertrange, 2, Rue Pletzer.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, état et demeures, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: François-Xavier DEPIREUX, Laetitia POTI, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 8 octobre 2013. LAC / 2013 / 45774. Reçu 75.-€.

Le Receveur ff. (signé): Corole Frising.

- Pour copie conforme - Délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 14 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143594/155.

(130175615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 octobre 2013.

AlphaOne TSA Energy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 180.821.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of September.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. AlphaOne Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre du Commerce et des Sociétés under number B 178796, having its registered office at 9, route des Trois Cantons, Commune de Koerich, L-8399 Windhof, Grand Duchy of Luxembourg, here represented by Madia Camara, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given, and

2. Total Finance Global Services, a société anonyme, incorporated and existing under the laws of Belgium, registered with the Registre des Personnes Morales de Bruxelles, under number BE 0427.980.430, having its registered office at rue de l'Industrie 52, 1040 Etterbeek, Belgium,

here represented by Madia Camara, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they wish to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form - General Partner.

1.1 There exists a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name AlphaOne TSA Energy S.C.A. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.

1.2 AlphaOne Management S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg is the general partner (associé commandité) of the Company (the "General Partner").

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for a limited duration, the term of the Company being the twelfth anniversary of its incorporation, provided, however, that the General Partner shall be obliged to convene a general meeting of shareholders of the Company to resolve upon the early dissolution and liquidation of the Company, with the prior approval of the Investment Committee (as defined in article 20.4 below), (i) on the tenth anniversary and (ii) on the eleventh anniversary of the incorporation of the Company, respectively.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, which shall, for the avoidance of all doubt, require the consent of the General Partner in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the General Partner. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

4.4 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at thirty-one thousand euro (EUR 31,000), represented by thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and one (1) general partner share (the "General Partner Share") each with no nominal value. The Ordinary Shares, the Participating Shares (as defined in article 7 below) and the General Partner Share are hereafter together referred to as the "shares". The distribution rights attached to each such shares are described in article 25.6 below.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association or as set out in article 16 hereof.

5.3 Any new shares issued in any class to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s) of such class. In case of plurality of shareholders, such shares shall be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The General Partner shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days

from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s), announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association or the General Partner may limit or suppress the preferential subscription right in accordance with article 6 hereof.

5.4 The Company may redeem its own shares subject to the provisions of the Law.

Art. 6. Authorised capital.

6.1 The authorised capital, including the share capital, is set at one hundred thirty million euro (EUR 130,000,000), consisting of one hundred thirty million (130,000,000) Ordinary Shares each with no nominal value. During a period of time of five (5) years from the date of the publication of these articles of association or, as the case may be, of the resolution to renew or to increase the authorised capital pursuant to this article, the General Partner is hereby authorised to issue shares, to grant options to subscribe for shares and to issue any other instruments convertible into shares within the limits of the authorised capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving a preferential right to subscribe to the shares issued for the existing shareholders. Such authorisation may be renewed through a resolution of the general meeting of the shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, each time for a period not exceeding five (5) years.

6.2 The authorised capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amendments of these articles of association, which shall, for the avoidance of all doubt, require the consent of the General Partner in accordance with article 14 of these articles of association.

Art. 7. Shares.

7.1 The share capital of the Company will be represented by the following classes of shares of no nominal value:

(i) "General Partner Share": one general partner share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (associé gérant commandité) of the Company;

(ii) "Participating Shares": a special class of shares which shall be subscribed by limited shareholders (associés commanditaires) and which entitles its holders to receive the Incentive Allocation after payment of the Preferred Return (as defined in article 25.6 hereof);

(iii) "Ordinary Shares": an ordinary class of shares which shall be subscribed by limited shareholders (associés commanditaires) and which entitle its holders to receive the Preferred Return and other distribution rights (as described in article 25.6 below).

7.2 Redeemable Shares.

7.2.1 The Ordinary Shares of the Company are redeemable in accordance with the provision of article 49-8 of the Law. Redeemable shares bear the same rights to receive distributions and have the same voting rights as non-redeemable shares, if any. Except as otherwise provided herein, subscribed and fully paid-in redeemable shares shall be redeemable on a pro rata basis. The redemption of the redeemable shares can only be made by using sums available for distribution in accordance with article 72-1 of the Law. Redeemed shares bear no voting rights, and have no right to receive dividends or the liquidation proceeds.

7.2.2 An amount equal to the accounting par value of all the Ordinary Shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the subscribed share capital; the reserve may only be used to increase the subscribed share capital by capitalization of reserves.

7.2.3 Except as provided otherwise in these articles of association (including in article 10.4), the redemption price of the redeemable shares shall be calculated by the General Partner on the basis of the net asset value of all assets and liabilities of the Company. The net asset value of the Company's shares shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the Company, being the value of the Company's assets less its liabilities at close of business on that day, by the number of shares of the Company then outstanding at such close of business, in accordance with the rules the General Partner shall regard as fair and equitable. In the absence of any bad faith, negligence or overt error, any calculation of the redemption price by the General Partner shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future shareholders.

7.2.4 Except as provided otherwise in these articles of association, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered shareholder of the Ordinary Shares to be redeemed, at his or her address last shown in the shareholders register of the Company, notifying such holder of the number of Ordinary Shares to be so redeemed, specifying the redemption date, the redemption price and the procedures necessary to submit the Ordinary Shares to the Company for redemption. Each holder of Ordinary Shares to be redeemed shall surrender the certificate or certificates, if any, issued in relation to such Ordinary Shares to the Company. The redemption price of such Ordinary Shares shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such shareholder before the redemption date.

7.3 The shares of the Company are in registered form.

7.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 8. Register of shares - Transfer of shares.

8.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of shares is established by registration in said share register. Certificates of such registration shall be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

8.3 The shares are freely transferable in accordance with the provisions of the law, subject to the written consent of the General Partner which may not be unreasonably withheld.

8.4 The General Partner Share(s) is/are only transferrable to unlimited shareholders jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

8.5 Any transfer of registered shares shall become effective towards the Company and third parties either (i) through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or (ii) upon notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company.

Art. 9. Liability of shareholders.

9.1 The liability of the owners of Ordinary Shares and/or Participating Shares (actionnaires commanditaires) is limited to the amount of share capital for which they have subscribed. However, any owner of Ordinary shares and/or Participating Shares who signs on behalf of the Company, even by virtue of a power of attorney, or whose name appears in the firm name, shall, vis-à-vis third parties, incur the same liabilities as those provided for, in the same circumstances, in respect to limited members of a société en commandite simple.

9.2 If more than one General Partner Share is issued, its owners (associés commandités) are jointly and severally liable for all liabilities of the Company which cannot be met out of the assets of the Company.

Art. 10. Commitment and Drawdown from the holders of Ordinary Shares.

10.1 Each holder of Ordinary Shares shall make a commitment to the Company (a "Commitment") and shall be obliged to contribute amounts to, and subscribe for, shares to the Company up to an aggregate amount equal to its undrawn Commitment as set forth in the Drawdown Notices (as defined below).

10.2 Undrawn commitments shall be contributed in such amounts and on such dates as shall be determined by the General Partner and specified in a drawdown notice given by the General Partner to the holders of Ordinary Shares not less than five (5) business days prior to the date so specified (the "Drawdown Notice"). The General Partner shall have full power and authority to issue Drawdown Notices and may issue such Drawdown Notices to holders of Ordinary Shares by email or in a manner otherwise agreed with such individual holder.

10.3 Notwithstanding any provision of these articles of association to the contrary, if any holder of Ordinary Shares fails to provide to the Company the amount which is the subject of a Drawdown Notice on or before the date of expiry of such Drawdown Notice, then the General Partner will, within five (5) days, give notice to such shareholder (the date of such notice being the "Notice Date") requiring it to remedy such default and to pay, to the relevant account of the Company, a default interest on the amount outstanding for the period from the date of expiry mentioned in such Drawdown Notice up to the date of payment thereof at 6-(six) month Euribor interest rate, as published as at 11:00 a.m. (London time) on the relevant Notice Date by Reuters, plus four hundred (400) basis points (the "Default Interest"), on or before the expiry of thirty (30) days from the Notice Date.

10.4 If the shareholder has not remedied such default and paid the Default Interest within the thirty (30) day cure period starting upon the formal notice served by the Company by registered mail, such shareholder will become a "Defaulting Shareholder" and the General Partner may (without prejudice to any other rights it may have) bring any legal action and impose and penalty as may be contemplated in other agreements between the Defaulting Shareholder and the General Partner from time to time, and cause, without further notice, the compulsory redemption by the Company of all fully paid redeemable Ordinary Shares registered in the name of the Defaulting Shareholder at their subscription price.

C. General Meetings of shareholders

Art. 11. Powers of the general meeting of shareholders. The shareholders of the Company exercise their collective rights in the general meeting of shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

Art. 12. Convening of general meetings of shareholders.

12.1 The general meeting of shareholders may at any time be convened by the General Partner or, as the case may be, by the Supervisory Board (as defined below).

12.2 It must be convened by the General Partner or the Supervisory Board upon written request of one or several shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital. In such case, the general meeting of shareholders shall be held within a period of one (1) month from receipt of such request.

12.3 The convening notice for every general meeting of shareholders shall contain the date, time, place and agenda of the meeting and shall be made through announcements published twice, with a minimum interval of eight (8) days, and eight (8) days before the meeting, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper. Notices by mail shall be sent eight (8) days before the meeting to the registered shareholders, but no proof that this formality has been complied with need be given. Where all the shares are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only and shall be dispatched to each shareholder by registered mail at least eight (8) days before the date scheduled for the meeting.

12.4 If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 13. Conduct of general meetings of shareholders.

13.1 The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of such meeting, on the second Thursday of the month of June at 3:00 p.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices.

13.2 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer who need neither be limited shareholders nor the General Partner. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

13.3 An attendance list must be kept at all general meetings of shareholders.

13.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

13.5 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video-conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

13.6 Each shareholder may vote at a general meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail, facsimile or any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the shareholders, as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting by ticking the appropriate box.

13.7 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show only (i) a vote in favour or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution. The Company shall only take into account voting forms received prior to the general meeting to which they relate.

Art. 14. General Partner consent. The general meeting of shareholders may only validly adopt resolutions with the consent of the General Partner.

Art. 15. Quorum and Vote.

15.1 Each share entitles to one vote in general meetings of shareholders.

15.2 Except as otherwise required by the Law or these articles of association, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened shall not require any presence quorum and shall be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

Art. 16. Amendments of the articles of association.

16.1 Except as otherwise provided herein and without prejudice to article 13 of these articles of association, these articles of association may be amended by a majority of at least two thirds of the votes validly cast at a general meeting at which a quorum of more than half of the Company's share capital is present or represented. If no quorum is reached in a meeting, a second meeting may be convened in accordance with the Law and these articles of association which may deliberate without prejudice to article 13 of these articles of association, regardless of the quorum and at which resolutions are taken at a majority of at least two thirds of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account.

16.2 Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a class of shares must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant class or classes concerned.

Art. 17. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 18. Adjournment of general meeting of shareholders. Subject to the provisions of the Law, the General Partner may adjourn any general meeting of shareholders being in progress for four (4) weeks. The General Partner shall do so

at the request of shareholders representing at least twenty percent (20%) of the share capital of the Company. In the event of an adjournment, any resolution already adopted by the general meeting of shareholders shall be cancelled.

Art. 19. Minutes of general meetings of shareholders.

19.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder upon its request.

19.2 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified as a true copy of the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the General Partner.

D. Management

Art. 20. Appointment and Powers of the General Partner.

20.1 The Company shall be managed by the General Partner. The owners of Ordinary Shares and/or Participating Shares (actionnaires commanditaires) shall neither participate nor interfere in the management of the Company.

20.2 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated provided that the supervisory board appoints an administrator, who does not need to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts until a general meeting of shareholders is held which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders shall appoint a successor general partner, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of these articles of association (it being understood that the former general partner shall not participate in such vote). Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

20.3 The General Partner is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfill the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders or to the supervisory board.

20.4. The General Partner shall create an investment committee (the "Investment Committee") which shall make recommendations to the board of managers of the General Partner regarding the approval of investments and divestments to be made by the Company.

Art. 21. Conflicts of interest.

21.1 The transactions made between the Company and the General Partner having an interest conflicting with that of the Company are mentioned in the resolution of the General Partner.

21.2 Any such conflict of interest shall be reported to the next general meeting of shareholders prior to any resolution being taken on any other item.

21.3 The preceding rules shall not apply where the decision of the General Partner relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 22. Dealing with third parties.

22.1 The Company shall be bound towards third parties in all circumstances by the sole signature of the General Partner or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the General Partner within the limits of such delegation.

22.2 The Company shall be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom such power may have been delegated acting individually or jointly within the limits of such delegation.

22.3 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument.

E. Supervision of the Company

Art. 23. Independent Auditor.

23.1 The operations of the Company shall be supervised by an independent auditor (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings in replacement of the supervisory board.

23.2 The independent auditor shall be appointed by the general meeting of shareholders and may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with his approval.

23.3 The independent auditor has an unlimited right of supervision over all operations of the Company.

F. Financial year - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 24. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 25. Annual accounts and Allocation of profits.

25.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the General Partner draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

25.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

25.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

25.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

25.5 Upon recommendation of the General Partner, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

25.6 Subject to the provisions of this article, all investment income or capital proceeds received by or on behalf of the Company in relation to each investment, that are in excess of amounts required in the good faith judgment of the General Partner to pay or provide reserves for expenses and liabilities of the Company, shall be distributed, to the holders of Ordinary Shares in each case in proportion to their contributions in respect of the relevant investment or paid to the holders of Participating Shares as an incentive allocation (the "Incentive Allocation") in the following order of priority:

a) firstly, holders of Ordinary Shares will receive one hundred percent (100%) of all distributions derived from each relevant investment until they have received aggregate distributions equal to the amount of their aggregate funded commitments with respect to each relevant investment at the date of such payments;

b) secondly, holders of Ordinary Shares will receive a preferred return of eight percent (8%) per annum, compounded annually, on their aggregate funded commitments with respect to each relevant investment to the date of such payment (the "Preferred Return");

c) thirdly, holders of Participating Shares will receive one hundred percent (100%) of all further distributions from each relevant investment, until such time that holders of Participating Shares have received an amount equal to fifteen percent (15%) of the cumulative amounts distributed under b) above and c) herein (the "Catch-Up"); and

d) fourthly, holders of Ordinary Shares shall be entitled to eighty five percent (85%) of all further distributions from each relevant investment, the remaining fifteen percent (15%) being distributed to the holders of Participating Shares.

Art. 26. Interim dividends - Share premium and Assimilated premiums.

26.1 The General Partner may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law.

26.2 Any share premium, assimilated premium, or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders, deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

27.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in accordance with article 25.6.

H. Final clause - Governing law

Art. 28. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2013.

2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2014.

3. Interim dividends may also be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and Payment

The thirty-one thousand (31,000) issued shares have been subscribed as follows:

- thirty thousand nine hundred ninety-nine (30,999) Ordinary Shares have been subscribed by Total Finance Global Services, aforementioned, for the price of thirty thousand nine hundred ninety-nine euro (EUR 30,999); and

- One (1) General Partner Share has been subscribed by AlphaOne Management S.á r.l. aforementioned, for the price of one euro (EUR 1).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) is entirely allocated to the share capital.

Declaration

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the shareholders

The incorporating shareholders, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, have passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

2. The following person is appointed as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a period ending at the annual general meeting to be held in 2014:

Ernst & Young, a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 47771, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann (Parc d'Activité Syrdall 2), L-5365 Munsbach.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède.

L'an deux mille treize, le trente septembre.

Par-devant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) AlphaOne Management S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 178796, ayant son siège social à 9, route des Trois Cantons, Commune de Koerich, L-8399 Windhof, Grand-duché de Luxembourg,

dûment représentée par Madia Camara, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée, et

2) Total Finance Global Services, une société anonyme constituée et existant selon les lois de la Belgique, immatriculée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles, sous le numéro BE 0427.980.430, ayant son siège social à rue de l'Industrie 52, 1040 Etterbeek, Belgique,

dûment représentée par Madia Camara, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée.

Lesdites procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

Les comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société en commandite par actions qu'elles souhaitent constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom - Forme - Associé Commandité.

1.1 Il existe une société en commandite par actions sous la dénomination «AlphaOne TSA Energy S.C.A.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

1.2 AlphaOne Management S.à r.l, une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, est l'associé commandité de la Société (l'«Associé Commandité»).

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 La Société peut lever des fonds, notamment en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée limitée, le terme de la Société étant le douzième anniversaire de sa constitution, étant entendu cependant, que l'Associé Commandité sera obligé de convoquer une assemblée générale des actionnaires de la Société pour statuer sur la dissolution et liquidation anticipées de la Société, avec l'approbation préalable du Comité d'Investissement (tel que défini à l'article 20.4 ci-dessous), (i) au dixième anniversaire et (ii) au onzième anniversaire de la constitution de la Société, respectivement.

3.2 Elle pourra être dissoute à tout moment avec ou sans cause par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts, qui doivent, pour éviter tout doute, requérir le consentement de l'Associé Commandité en accord avec l'article 14 des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré au sein de la même commune par décision de l'Associé Commandité. Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision de l'Associé Commandité.

4.4 Dans l'hypothèse où l'Associé Commandité estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires (les «Actions Ordinaires») et une (1) action d'associé commandité («l'Action de Commandité») chacune sans valeur nominale. Les Actions Ordinaires, les Actions Participatives (telles que définies à l'article 7 ci-dessous) et l'Action de Commandité sont collectivement désignées ci-après les «actions». Les droits de distribution attachés à chaque action sont décrits à l'article 25.6 ci-dessous.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts ou aux conditions prévues par l'article 16 des présentes.

5.3 Toutes nouvelles actions émises dans toute classe d'actions et devant être libérées en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) l'actionnaire(s) existant(s) de cette classe. En cas de pluralité d'actionnaires, ces actions sont offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. L'Associé Commandité doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) l'actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts ou l'Associé Commandité peut limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription conformément aux dispositions de l'article 6 des présentes.

5.4 La Société peut racheter ses propres actions, dans les conditions prévues par la Loi.

Art. 6. Capital autorisé.

6.1 Le capital autorisé, incluant le capital social, est fixé à un montant de cent trente millions d'euros (EUR 130.000.000), représenté par cent trente millions (130.000.000) Actions Ordinaires sans valeur nominale. Pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présents statuts ou, le cas échéant, de la décision de renouveler ou d'augmenter le capital autorisé conformément à cet article, l'Associé Commandité est autorisé à émettre des actions, à

attribuer des bons de souscription d'actions et à émettre tout autre type d'instrument convertible en actions dans les limites du capital autorisé au profit des personnes et aux conditions qu'il estimera opportunes et notamment à procéder à cette émission sans qu'aucun droit préférentiel de souscription aux actions nouvellement émises ne soit réservé aux actionnaires existants. Cette autorisation pourra être renouvelée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts, à chaque fois pour une période ne pouvant excéder une durée de cinq (5) ans.

6.2 Le capital autorisé de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, prise aux conditions requises pour la modification des statuts, qui devra, pour éviter tout doute, requérir le consentement de l'Associé Commandité en accord avec l'article 14 des présents statuts.

Art. 7. Actions.

7.1 Le capital social de la Société est représenté par les classes d'actions suivantes sans valeur nominale:

(i) «Action de Commandité»: une action de commandité qui a été souscrite par l'Associé Commandité en tant qu'associé gérant commandité de la Société;

(ii) «Actions Participatives»: une classe spéciale d'actions qui sera souscrite par les associés commanditaires et donnant droit à leurs détenteurs de percevoir l'Allocation Incitative après paiement du Retour Préférentiel (tels que définis à l'article 25.6 des présentes).

(iii) «Actions Ordinaires»: une classe d'actions ordinaires qui sera souscrite par les associés commanditaires et donnant droit à leurs détenteurs de percevoir le Retour Préférentiel ainsi que d'autres droits de distribution (tels que décrits à l'article 25.6 ci-dessous).

7.2 Actions rachetables.

7.2.1 Les Actions Ordinaires de la Société sont rachetables conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi. Les actions rachetables accordent à leurs détenteurs les mêmes droits de percevoir des distributions et les mêmes droits de vote que les actions non-rachetables, si il y en a. Sauf s'il en est disposé autrement dans les présents statuts, les actions rachetables souscrites et entièrement libérées seront rachetées au pro rata. Le rachat des actions rachetables ne peut s'effectuer qu'en utilisant les sommes distribuables en conformité avec l'article 72-1 de la Loi. Les actions rachetées ne donnent droit à aucun droit de vote, ni à aucun droit de recevoir des dividendes ou du boni de liquidation.

7.2.2 Un montant égal à la valeur comptable de toutes les Actions Ordinaires rachetées doit être inclus dans une réserve qui ne peut être distribuée aux actionnaires excepté dans le cas d'une réduction du capital social souscrit; la réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par une capitalisation des réserves.

7.2.3 Excepté s'il en est disposé autrement dans les présents statuts (incluant l'article 10.4), le prix de rachat des actions rachetables sera calculé par l'Associé Commandité sur base de la valeur nette d'inventaire de tous les actifs et dettes de la Société. La valeur nette d'inventaire des actions de la Société sera exprimée par action et sera déterminée lors d'un jour d'évaluation donné en divisant la valeur nette des actifs de la Société, étant la valeur des actifs de la Société diminuée de son passif à la fermeture des bureaux de ce jour, par le nombre d'actions en circulation de la Société en ce jour, en accord avec les règles que l'Associé Commandité considère juste et équitable. En l'absence de toute mauvaise foi, négligence ou erreur grossière, tout calcul du prix de rachat par l'Associé Commandité sera final et engagera la Société et ses actionnaires présents, passés et futurs.

7.2.4 Excepté s'il en est disposé autrement dans ces statuts, une notification écrite est envoyée par courrier recommandé ou par service de coursier express reconnu à l'international à chaque actionnaire nominatif d'Actions Ordinaires à racheter, à sa dernière adresse connue dans le registre des actionnaires de la Société, notifiant à ce détenteur le nombre d'Actions Ordinaires à racheter, spécifiant la date de rachat, le prix de rachat et les procédures nécessaires pour soumettre les Actions Ordinaires à la Société pour rachat. Chaque détenteur d'Actions Ordinaires à racheter doit remettre le certificat ou les certificats, s'il en existe, relatifs à ces Actions Ordinaires de la Société. Le prix de rachat de telles Actions Ordinaires est à payer à l'ordre de la personne dont le nom apparaît dans le registre des actions comme étant le propriétaire de celles-ci sur le compte bancaire fourni à la Société par cet actionnaire avant la date de rachat.

7.3 Les actions de la Société sont sous forme nominatives.

7.4 La mort, la suspension des droits civiques, la dissolution, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire concernant un des actionnaires ne peut entraîner la dissolution de la Société.

Art. 8. Registre des actions - Transfert des actions.

8.1 Un registre des actions sera tenu au siège social de la Société, où il sera mis à disposition de chaque actionnaire pour consultation. Ce registre devra contenir toutes les informations requises par la Loi. La preuve de propriété des actions est établie par l'enregistrement dans ce registre. Des certificats d'inscription seront émis sur demande et aux frais de l'actionnaire demandeur.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par action. Les copropriétaires indivis devront désigner un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à cette action, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

8.3 Les actions sont librement cessibles dans les conditions prévues par la Loi, soumise au consentement écrit de l'Associé Commandité qui ne peut être déraisonnablement refusé.

8.4 L/ Les Actions de Commandité est/sont seulement transférable(s) aux associés commandités indéfiniment et solidairement tenus du passif auquel la Société ne peut faire face avec son actif.

8.5 Tout transfert d'actions nominatives deviendra opposable à la Société et aux tiers soit (i) sur inscription d'une déclaration de cession dans le registre des actionnaires, signée et datée par le cédant et le cessionnaire ou leurs représentants, ou (ii) sur notification de la cession à la Société ou sur acceptation de la cession par la Société.

Art. 9. Responsabilité des actionnaires.

9.1 La responsabilité des titulaires d'Actions Ordinaires et/ou d'Actions de Participatives (actionnaires commanditaires) est limitée au montant du capital qu'ils ont souscrit. Cependant, tout titulaire d'Actions Ordinaires et/ou d'Actions de Participatives qui a signé pour le compte de la Société, même en vertu d'un pouvoir, ou dont le nom apparaît dans la dénomination sociale, doit, vis-à-vis des tiers, encourir la même responsabilité que celle encourue, dans les mêmes circonstances, par les associés commanditaires d'une société en commandite simple.

9.2 Lorsque plusieurs Actions de Commandité sont émises, les titulaires de celles-ci (associés commandités) sont indéfiniment et solidairement tenus du passif auquel la Société ne peut faire face avec son actif.

Art. 10. Engagement et Tirage des détenteurs des Actions Ordinaires.

10.1 Chaque détenteur d'Actions Ordinaires devra prendre un engagement envers la Société (un «Engagement») et devra effectuer des apports, et souscrire aux actions de la Société jusqu'à un montant total égal à son Engagement non-tiré tel que fixé dans les Notifications de Tirage (comme défini ci-dessous).

10.2 Les engagements non tirés devront être apportés à la Société dans des montants et aux dates déterminés par l'Associé Commandité et spécifiés dans une notification de tirage donnée par l'Associé Commandité aux détenteurs d'Actions Ordinaires au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de tirage spécifiée (la «Notification de Tirage»). L'Associé Commandité aura tous les pouvoirs et toute autorité pour émettre les Notifications de Tirage et pourra émettre de telles Notifications de Tirage aux détenteurs d'Actions Ordinaires par email ou par tout autre moyen convenu avec le détenteur concerné.

10.3 Nonobstant une disposition contraire de ces statuts, si un détenteur d'Actions Ordinaires ne fournit pas à la Société le montant qui est sujet d'une Notification de Tirage avant ou au plus tard à la date d'expiration de la Notification de Tirage, l'Associé Commandité donnera, dans les cinq (5) jours, une notification à l'actionnaire concerné (la date d'une telle notification étant la «Date de Notification») requérant l'actionnaire de remédier à ce défaut de paiement et de payer, sur le compte concerné de la Société, un intérêt de défaut sur le montant non payé, courant à partir de la date d'expiration mentionné dans la Notification de Tirage jusqu'à la date de paiement, au taux d'intérêt de six (6) mois Euribor, tel que publié par Reuters à 11h00 (heure de Londres) le jour de la Date de Notification concernée, plus quatre cent (400) points (l'«Intérêt de Défaut»), dans les trente (30) jours à partir de la Date de Notification.

10.4 Si l'actionnaire n'a pas remédié à un tel défaut et payé l'Intérêt de Défaut dans les trente (30) jours de la période de réparation commençant à partir de la notification formelle envoyée par la Société par courrier recommandé, l'actionnaire en question sera dès lors un «Actionnaire Défaillant» et l'Associé Commandité pourra (sans préjudice de tout autre droit qu'il peut avoir) mener toute action légale et imposer des pénalités comme il peut l'être prévu dans d'autres contrats entre l'Actionnaire Défaillant et l'Associé Commandité, et imposer, sans notification, le rachat obligatoire par la Société de toutes les Actions Ordinaires enregistrées au nom de l'Actionnaire Défaillant à leurs prix de souscription.

C. Assemblées générales des actionnaires

Art. 11. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires. Les actionnaires de la Société exercent leurs droits collectifs en assemblée générale d'actionnaires. Toute assemblée générale d'actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires de la Société. L'assemblée générale des actionnaires est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

Art. 12. Convocation des assemblées générales d'actionnaires.

12.1 L'assemblée générale des actionnaires peut, à tout moment, être convoquée par l'Associé Commandité ou, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance (tel que défini ci-dessous).

12.2 L'assemblée générale des actionnaires doit obligatoirement être convoquée par l'Associé Commandité ou par le Conseil de Surveillance sur demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. En pareil cas, l'assemblée générale des actionnaires devra être tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la réception de cette demande.

12.3 Les convocations pour toute assemblée générale contiennent la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée et sont effectuées au moyen d'annonces insérées deux fois à huit (8) jours d'intervalle au moins et huit (8) jours avant l'assemblée, dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations et dans un journal luxembourgeois. Les convocations par lettre doivent être envoyées huit (8) jours avant l'assemblée générale aux actionnaires en nom, sans qu'il ne doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité. Lorsque toutes les actions émises par la Société sont des actions nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettre recommandée et devront être adressées à chaque actionnaire au moins huit (8) jours avant la date prévue pour l'assemblée générale des actionnaires.

12.4 Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et ont renoncé à toute formalité de convocation, l'assemblée générale des actionnaires peut être tenue sans convocation préalable, ni publication.

Art. 13. Conduite des assemblées générales d'actionnaires.

13.1 L'assemblée générale annuelle des actionnaires doit être tenue à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg tel qu'indiqué dans la convocation, le second jeudi du mois de Juin à 15 heures. Si la date indiquée est un jour férié, l'assemblée générale des actionnaires aura lieu le jour ouvrable suivant. Les autres assemblées générales d'actionnaires pourront se tenir à l'endroit et l'heure indiqués dans les convocations respectives.

13.2 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à chaque assemblée générale d'actionnaires, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, sans qu'il ne soit nécessaire que ces membres du bureau de l'assemblée soient actionnaires. Le bureau doit notamment s'assurer que l'assemblée est tenue en conformité avec les règles applicables et, en particulier, en conformité avec les règles relatives à la convocation, aux conditions de majorité, au partage des voix et à la représentation des actionnaires.

13.3 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale d'actionnaires.

13.4 Un actionnaire peut participer à toute assemblée générale des actionnaires en désignant une autre personne comme son mandataire par écrit ou par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les actionnaires.

13.5 Les actionnaires qui prennent part à une assemblée par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant leur identification et permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre mutuellement sans discontinuité, garantissant une participation effective à l'assemblée, sont réputés être présents pour le calcul du quorum et des voix, à condition que de tels moyens de communication soient disponibles sur les lieux de l'assemblée.

13.6 Chaque actionnaire peut voter à une assemblée générale des actionnaires au moyen d'un bulletin de vote signé, envoyé par courrier, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen de communication au siège social de la Société ou à l'adresse indiquée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les bulletins de vote fournis par la Société qui indiquent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, les résolutions soumises à l'assemblée, ainsi que pour chaque résolution, trois cases à cocher permettant à l'actionnaire de voter en faveur ou contre la résolution proposée, ou d'exprimer une abstention par rapport à chacune des résolutions proposées, en cochant la case appropriée.

13.7 Les bulletins de vote qui, pour une résolution proposée, n'indiquent pas uniquement (i) un vote en faveur ou (ii) contre résolution proposée ou (iii) exprimant une abstention sont nuls au regard de cette résolution. La Société ne tiendra compte que des bulletins de vote reçus avant la tenue de l'assemblée générale des actionnaires à laquelle ils se rapportent.

Art. 14. Consentement de l'Associé Commandité. Les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires ne peuvent être adoptées qu'avec l'accord de l'Associé Commandité.

Art. 15. Quorum et Vote.

15.1 Chaque action donne droit à une voix en assemblée générale d'actionnaires.

15.2 Sauf disposition contraire de la Loi ou des présents statuts, les décisions prises en assemblée générale d'actionnaires dûment convoquées ne requièrent aucune condition de quorum et sont adoptées à la majorité simple des voix valablement exprimées quelle que soit la part du capital social représentée. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

Art. 16. Modification des statuts.

16.1 Sauf disposition contraire et sans préjudice de l'article 13 des présents statuts, les statuts peuvent être modifiés à la majorité des deux-tiers des voix des actionnaires valablement exprimées lors d'une assemblée générale des actionnaires à laquelle plus de la moitié du capital social de la Société est présente ou représentée. Si le quorum n'est pas atteint à une assemblée, une seconde assemblée pourra être convoquée dans les conditions prévues par la Loi et les présents statuts qui pourra alors délibérer, sans préjudice de l'article 13 des présents statuts, quel que soit le quorum et au cours de laquelle les décisions seront adoptées à la majorité des deux-tiers des voix valablement exprimées. Les abstentions et les votes blancs ou nuls ne sont pas pris en compte.

16.2 Chaque modification aux présents statuts permettant une variation des droits des classes d'actions doit être approuvée par une décision de l'assemblée des actionnaires de la Société et des réunions séparées des détenteurs d'actions des classes pertinentes et classes concernées.

Art. 17. Changement de nationalité. Les actionnaires ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

Art. 18. Ajournement des assemblées générales d'actionnaires. Dans les conditions prévues par la Loi, l'Associé Commandité peut ajourner séance tenante une assemblée générale d'actionnaires de quatre (4) semaines. L'Associé Commandité peut prendre une telle décision à la demande des actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital social de la Société. Dans l'hypothèse d'un ajournement, toute décision déjà adoptée par l'assemblée générale des actionnaires sera annulée.

Art. 19. Procès-verbal des assemblées générales d'actionnaires.

19.1 Le bureau de toute assemblée générale des actionnaires doit dresser un procès-verbal de l'assemblée qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout autre actionnaire à sa demande.

19.2 Toute copie ou extrait de ces procès-verbaux originaux, à produire dans le cadre de procédures judiciaires ou à remettre à tout tiers devra être certifié(e) conforme à l'original par le notaire dépositaire de l'acte original dans l'hypothèse où l'assemblée aurait été retranscrite dans un acte authentique, ou devra être signé par l'Associé Commandité.

D. Administration**Art. 20. Nomination et Pouvoirs du (des) Associés Commandité(s).**

20.1 La Société est gérée par l'Associé Commandité. Les titulaires d'Actions Ordinaires et/ou Participatives (actionnaires commanditaires) ne peuvent participer, ni s'immiscer dans la gestion de la Société.

20.2 Dans l'hypothèse où une incapacité juridique, une liquidation ou un autre empêchement permanent empêcherait l'Associé Commandité d'exercer ses fonctions d'associé commandité de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée, sous réserve que le Conseil de Surveillance nomme un administrateur, qui ne doit pas nécessairement être actionnaire, afin de prendre des mesures urgentes ou purement administratives jusqu'à ce qu'une assemblée générale d'actionnaires, qu'il devra convoquer dans les quinze (15) jours de sa nomination, soit tenue. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires nommeront un associé commandité remplaçant, en conformité avec les conditions de quorum et de majorité requises pour une modification des présents statuts (étant précisé que l'ancien Associé Commandité ne pourra pas participer au vote). Toute nomination d'un associé commandité remplaçant ne sera pas soumise à accord de l'Associé Commandité.

20.3 L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre tous les actes nécessaires ou utiles pour remplir l'objet de la Société, avec l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des actionnaires ou au conseil de surveillance.

20.4 L'Associé Commandité crée un comité d'investissement (le «Comité d'Investissement») qui fera des recommandations au conseil de gérance de l'Associé Commandité concernant l'approbation des investissements et désinvestissements à effectuer par la Société.

Art. 21. Conflit d'intérêts.

21.1 Toutes opérations conclues entre la Société et l'Associé Commandité qui seraient en conflit avec les intérêts de la Société sont mentionnées dans les décisions de l'Associé Commandité.

21.2 Tout conflit d'intérêts fera l'objet d'une communication à la prochaine assemblée générale des actionnaires avant toute prise de décision sur tout autre point à l'ordre du jour.

21.3 Les règles ci-dessus ne s'appliqueront pas lorsque la décision de l'Associé Commandité relève d'opérations courantes conclues à des conditions normales.

Art. 22. Relations avec les tiers.

22.1 La Société est engagée à l'égard des tiers en toutes circonstances par la seule signature de l'Associé Commandité ou par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué par l'Associé Commandité dans les limites d'une telle délégation.

22.2 La Société est engagée à l'égard des tiers par la signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) un tel pouvoir aura été délégué, agissant individuellement ou conjointement dans les limites d'une telle délégation.

22.3 La Société peut également accorder des pouvoirs spéciaux par acte authentique ou sous-seing privé.

E. Surveillance de la société**Art. 23. Réviseur d'entreprise agréé.**

23.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un réviseur d'entreprise agréé en accord avec l'article 69 de la loi du 19 Décembre 2002 concernant le registre du commerce et des sociétés et les comptes annuels en remplacement du conseil de surveillance.

23.2 Le réviseur d'entreprise est nommé par l'assemblée générale des actionnaires et peut seulement être révoqué par l'assemblée générale des actionnaires avec une cause ou avec son consentement.

23.3 Le réviseur d'entreprise a un droit illimité de regard sur toutes les opérations de la Société.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 24. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 25. Comptes annuels - Affectation des bénéfices.

25.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et l'Associé Commandité dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes conformément à la Loi.

25.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

25.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un actionnaire peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'actionnaire apporteur y consent.

25.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

25.5 Sur proposition de l'Associé Commandité, l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

25.6 Dans les conditions prévues par cet article, tout revenu d'investissement ou produit de capital reçus par ou au nom de la Société concernant un investissement, qui sont en excès des montants requis pour provisionner ou payer les dépenses et dettes de la Société telle que déterminé de bonne foi par l'Associé Commandité, sont distribués aux détenteurs d'Actions Ordinaires, dans chaque cas en proportion de leurs apports en relation avec l'investissement concerné, ou payé aux détenteurs des Actions Participatives comme une allocation incitative (Allocation Incitative)) dans l'ordre suivant de priorité:

a) premièrement, les détenteurs d'Actions Ordinaires recevront cent pourcent (100%) de toutes les distributions découlant de chaque investissement concerné jusqu'à ce qu'ils aient reçus des distributions pour un montant totale égale au montant de leurs engagements tirés totaux en rapport avec chaque investissement concerné à la date de tels paiements;

b) deuxièmement, les détenteurs d'Actions Ordinaires recevront un retour préférentiel de huit pourcent (8%) par an, calculé annuellement, sur leurs engagements tirés totaux en rapport avec chaque investissement concerné à la date d'un tel paiement (le «Retour Préférentiel»);

c) troisièmement, les détenteurs d'Actions Participatives recevront cent pourcent (100%) de toutes les distributions restantes découlant de chaque investissement concerné, jusqu'à ce que ces détenteurs d'Actions Participatives aient reçus un montant égal à quinze pourcent (15%) des montants cumulés distribués sous b) ci-dessus et c) (le «Rattrapage»); et

d) quatrièmement, les détenteurs d'Actions Ordinaires auront droit à quatre-vingt-cinq pourcent (85%) de toutes les distributions restantes de chaque investissement concerné, les quinze pourcent (15%) restant étant distribués aux détenteurs d'Actions Participatives.

Dans le contexte de l'Allocation Incitative, tous les calculs sont basés sur la devise dans laquelle chaque investissement respectif est fait, pour s'assurer que toute Allocation Incitative est basée sur la performance de l'investissement concerné plutôt que sur les fluctuations des devises.

Art. 26. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et Primes assimilées.

26.1 L'Associé Commandité peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi.

26.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou autre réserve distribuable peut être librement distribuée aux actionnaires sous réserve des dispositions de la Loi et des présents statuts.

G. Liquidation

Art. 27. Liquidation.

27.1 En cas de dissolution de la Société, conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des actionnaires ayant décidé la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société.

27.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du paiement du passif sera réparti entre les actionnaires en accord avec l'article 25.6.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 28. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 Décembre 2013.

2. La première assemblée générale des actionnaires sera tenue en 2014.

3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués au cours du premier exercice social de la Société.

Souscription et Paiement

Les trente et un mille (31.000) actions émises ont été souscrites comme suit:

- Trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) Actions Ordinaires ont été souscrites par Total Finance Global Services, susmentionnée, pour un prix de trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf euros (EUR 30.999); et

- Une (1) Action de Commandité a été souscrite par AlphaOne Management S.à r.l, susmentionnée, pour un prix de un euro (EUR 1).

Toutes les actions souscrites, ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

La valeur totale des apports d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est entièrement allouée au capital social.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué à environ EUR 1.200,-.

Décisions des actionnaires

Les actionnaires constituants, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, ont adopté les décisions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.
2. La personne suivante est nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société pour un terme prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2014:

Ernst & Young, une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B47771, ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann (Parc d'Activité Syrdall 2), L-5365 Munsbach.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate, sur demande des comparantes, que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français; à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. CAMARA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2013. Relation: LAC/2013/44644. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013143947/772.

(130176451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2013.

R.T. Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4507 Differdange, 24, rue Alexandre.

R.C.S. Luxembourg B 180.848.

STATUTS

L'an deux mille treize. Le dix octobre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU

Monsieur José Manuel MARQUES DA CONCEICAO, gérant de société, né à Arazede (Portugal) le 12 juillet 1965 demeurant à L-4507 Differdange, 24, rue Alexandre

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle, qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

R.T. LUX S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet:

- entrepreneur de terrassement, d'excavation, de canalisation, d'asphaltage, de bitumage, poseur de jointements, ferrailleur pour béton armé, entrepreneur paysagiste, monteur d'échafaudages, confectionneur de chapes, nettoyeur de bâtiments et de monuments, décorateur d'intérieur, entrepreneur de forage et d'ancrage, fumiste, activités et services commerciaux, entreprise de constructions.

- l'exploitation d'un commerce avec importation et exportation de biens et de prestations de services ainsi que l'achat et la vente de tous marchandises,

- ainsi que toutes opérations mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser son développement.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Differdange.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.*Disposition transitoire*

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2 013.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur José Manuel MARQUES DA CONCEICAO, prénommé CENT PARTS SOCIALES	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Ces parts sociales ont été entièrement libérées par un apport en nature d'un tracteur détaillé sur la facture en annexe, évalué par le comparant à DOUZE MILLE CINQ CENT EUROS (12.500,-€).

Le comparant déclare que le prêt apport est à la disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Les statuts de la société ainsi arrêtés, le comparant, unique associé de la société se considérant comme réunie en assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur José Manuel MARQUES DA CONCEICAO, prénommé

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-4507 Differdange, 24, rue Alexandre.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Marques da Conceicao, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13386.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013145065/75.

(130177073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

New Lanchester S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.574.

Il résulte d'un acte sous seing privé du 11 octobre 2013 que:

1. "APEF 5 - IZAR CI L.P.", un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro LP 722 (Jersey Financial Commission), représenté par son "General Partner", Alpha General Partner 5 L.P., un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, lui-même représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 3.000 parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

2. "APEF 5 - JABBAH CI L.P.", un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro LP 721 (Jersey Financial Commission), représenté par son "General Partner", Alpha General Partner 5 L.P., un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, lui-même représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 1.900 parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

3. "APEF 5 - KUMA CI L.P.", un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro LP 723 (Jersey Financial Commission), représenté par son "General Partner", Alpha General Partner 5 L.P., un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, lui-même représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 1.750 parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

4. "APEF 5 - PULSAR CI L.P.", un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro LP 724 (Jersey Financial Commission), représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 500 parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

5. "APEF 5 - PIXYS US L.P.", un "limited partnership" organisé sous le droit du Delaware, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro 4096687 (State of Delaware), représenté par son "General Partner", Alpha General Partner 5 L.P., un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, lui-même représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 3.033 parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

6. "APEF 5 - SYMA US L.P." un "limited partnership" organisé sous le droit du Delaware, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, immatriculé sous le numéro 4092310 (State of Delaware), représenté par son "General Partner", Alpha General Partner 5 L.P., un "limited partnership" organisé sous le droit de Jersey, ayant son siège social au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes, lui-même représenté par son "General Partner", APEF Management Company 5 Ltd, une société organisée sous le droit de Jersey, dont le siège social est situé au 22 Grenville Street, St Helier, Jersey JE4 8PX, Iles Anglo-Normandes a cédé ses 2.317

parts sociales à la société MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797;

Compte tenu de ce qui précède le nouvel associé MASTER 6 S.à r.l., ayant son siège social au 10, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162797 se trouve propriétaire de la totalité des 12.500 parts sociales de la société NEW LANCHESTER S.à r.l.

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Pour: SKYSCRAPER S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Sébastien WIANDER / Nicolas DUMONT

Référence de publication: 2013144991/61.

(130177151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Neptune International Investment Funds (SICAV), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.929.

CLOTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and thirteen, on the eighteen day of the month of September.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Neptune International Investment Funds (SICAV) (the "Company"), a société anonyme qualifying as a société d'investissement à capital variable having its registered office at 49, avenue J.F. Kennedy, L-1835 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 134.929, incorporated on 12 December 2007 by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number 174 of 23 January 2008.

The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time on 27 February 2012, by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, number 1084 of 27 April 2012.

The Meeting is opened at 11:00 a.m. by the Chairman of the Board of Directors, and in accordance with Article 13 of the articles of incorporation of the Company, Cecile Leroy professionally residing in Luxembourg was elected chairman pro tempore of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appoints as secretary Silvano Del Rosso, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elects as scrutineer Solveig Giovanardi, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to record that:

I. The Meeting was convened by notices containing the agenda sent to every shareholder by registered mail on 10 September 2013.

II. The shareholders present or represented at the Meeting and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders, the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said attendance list and proxies initialled ne varietur by the members of the bureau and the undersigned notary will be annexed to this document, to be registered with this deed.

III. In order to validly deliberate on the agenda, no quorum is required and decisions are taken by the simple majority of the votes cast.

IV. It appears from the attendance list that out of 23,719.44 shares of the Company currently in issue, 17,518.52 shares are present or represented at the Meeting.

V. The sole item on the agenda of the Meeting is the following:

To approve, on the basis of the common merger proposal, the merger of Neptune International Investment Funds (SICAV) - Neptune Global Equity Growth Fund, the sole active sub-fund of the Company into Neptune Global Equity Fund, a sub-fund of Neptune Investment Funds, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at 3 Shortlands, London W6 8DA, United Kingdom, registered number IC114, with effect on 21 October 2013 as a consequence of which the Company will cease to exist.

It results from the foregoing that the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the sole item of the agenda.

Then the Meeting takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves with 17,518 votes in favour of, 0 vote against and 0 abstention to approve, in accordance with the provisions of the common merger proposal, the merger of Neptune International Investment Funds (SICAV) - Neptune Global Equity Growth Fund, the sole active sub-fund of the Company into Neptune Global Equity Fund, a sub-fund of Neptune Investment Funds, a company incorporated under the laws of England and Wales, having its registered office at 3 Shortlands, London W6 8DA, United Kingdom, registered number IC114, with effect on 21 October 2013.

In accordance with Article 66(4) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, the undersigned notary records in the present deed 21 October 2013 as effective date of the merger of Neptune International Investment Funds (SICAV) - Neptune Global Equity Growth Fund, the sole active sub-fund of the Company into Neptune Global Equity Fund, a sub-fund of Neptune Investment Funds, as a consequence of which the Company will cease to exist.

All the books and records of the Company will be kept during a period of five years at the former registered office of the Company at L-1835 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

The appearing persons and the undersigned notary noted that the French translation of the present deed is not required in accordance with article 26(2) of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment and that therefore no French translation of the present deed will follow the English version.

There being no further business on the agenda, the Meeting is thereupon closed.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, the members of the bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: S. DEL ROSSO, S. GIOVANARDI, C. LEROY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 septembre 2013. Relation: LAC/2013/43269.

Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144997/70.

(130176207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Credit Suisse International Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.252.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Octobre 2013.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013146594/13.

(130179659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Mansfeld Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 63.951.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 29 novembre 2012

Est nommé commissaire aux comptes, en remplacement de BDO AUDIT, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2015:

- AUDIEX S.A., 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146886/13.

(130179552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.
